2026/386

PAULHAN, le 23 Octobre 2026

PAULHAN

COMMUNE de PAULHAN
ARRETE DU MAIRE

N° : 2026/PM173

Portant sur une occupation du domaine public :
Pour des travaux de sondages pour réfection des réseaux EU et AEP, Avenue Paul Pémisse et Avenue de la Gare.

Le Maire,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2212-1 et suivants, L1311-5 à L1311-7,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2213-6
Vu le code général de la propriété des personnes publiques et notamment les articles L.2122-1 à
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation (livre 1, troisième partie : intersections) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,
Vu le code de la voirie routière ;
Vu la loi 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 07 janvier 1983 ;
Vu la demande de Monsieur BALDARE Guillaume société SARL BALDARE d'occuper le domaine public Avenue de la Gare et Avenue Paul Pélisse à PAULHAN 34230, pour des travaux de sondages pour la réfection des réseaux EU et AEP
Considérant qu'il appartient au Maire de prendre toutes les mesures pour assurer la sécurité des usagers sur la voie publique, il convient de réglementer le stationnement et la circulation pour ce chantier.

ARRETE :

ARTICLE 1 : Monsieur BALDARE Guillaume société SARL BALDARE est autorisé à occuper le domaine public pour des travaux de sondages pour la réfection des réseaux EU et AEP, Avenue Paul Pélisse et Avenue de la Gare à PAULHAN.
Les travaux dureront 2 jours entre une période commençant le **Lundi 26 Octobre 2026** et étendue sur 2 mois.

ARTICLE 2 : Prescriptions techniques particulières

STATIONNEMENT

Le stationnement de tous les véhicules sera interdit pendant l'exécution des travaux de sondages.

CIRCULATION

La circulation de tous les véhicules sera interdite pendant l'exécution des travaux de sondages.

DISPOSITIONS SPÉCIALES

Les travaux susceptibles de nuisances sont interdits le dimanche.
La structure ainsi que la propreté de la voirie devront être préservées et restituées en l'état d'origine. Considérant l'étroitesse de la voirie, le bénéficiaire de la présente autorisation est tenu de déplacer le véhicule sans délai en cas de nécessité et de commodité de passage.

ARTICLE 3 : Sécurité et signalisation de chantier

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif qui peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr dans un délai de deux mois, à compter de sa présente publication.

- Affiché du au

Le bénéficiaire devra signaler son chantier conformément aux dispositions suivantes :
Le pétitionnaire aura la charge de la signalisation de son chantier et sa maintenance de jour comme de nuit, conformément à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière figurant sous le titre « Huitième partie : signalisation temporaire » (arrêté du 6 novembre 1992).
Il sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation, de même pour toute autre raison liée au chantier.
Des précautions seront mises en œuvre pour protéger les piétons et les véhicules des projections et autres chutes de gravats (filet, goulotte…).
Le bénéficiaire aura la charge de la mise en place d'une éventuelle déviation de la circulation provisoire, pour assurer la libre circulation des usagers.

ARTICLE 4 : Responsabilité

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.
Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.
Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.
Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 5 : Formalités d'urbanisme

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme.

ARTICLE 6 : Validité et renouvellement de l'arrêté remise en état des lieux

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.
En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

ARTICLE 7 : Publication et affichage

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la règlementation en vigueur et à chaque extrémité du chantier.

ARTICLE 8 : Diffusion

La Brigade de Gendarmerie de CLERMONT L'HERAULT, la Police Municipale, Monsieur BALDARE Guillaume société SARL BALDARE sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'application du présent arrêté.

MAIRIE DE PARLHAN
Hérault

Le Maire,
Claude VALERO.

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif qui peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr dans un délai de deux mois, à compter de sa présente publication.

- Affiché du au